

**Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Clévacances Alsace
portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement
au titre de son activité générale pour l'année 2022**

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°.... du 8 juillet 2022,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Clévacances Alsace, représentée par M. Franck SCHANNO, Président, habilité par décision du Conseil d'Administration en date du 28 mai 2021,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « Clévacances Alsace ».

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2002-2-2-1 du 28 mars 2022 relative au budget primitif 2022 des politiques en faveur des dynamiques économiques, touristique, agricole, à l'emploi et aux transitions écologiques et climatiques,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CP- du 8 juillet 2022,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention de l'association du 15 janvier 2022,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Conformément à son objet statutaire, l'organisme poursuit une activité générale visant à promouvoir le label Clévacances, conseiller les hébergeurs alsaciens et assurer la commercialisation des hébergements touristiques alsaciens labellisés.

Le soutien aux démarches qualitatives et de labellisation a une place importante dans la stratégie de développement touristique pour l'Alsace.

L'activité poursuivie par Clévacances Alsace s'inscrit ainsi pleinement dans la politique touristique de la Collectivité européenne d'Alsace.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités d'octroi par la CeA d'une subvention à Clévacances Alsace, au titre de son fonctionnement général.

Clévacances France est une association nationale qui assure la promotion et la commercialisation d'hébergements touristiques (meublés de tourisme, habitats légers de loisirs, chambres d'hôtes, hébergements insolites). Elle délivre une notation aux logements proposés à la location par ses adhérents et leur donne des conseils.

L'association Clévacances Haut-Rhin avait été créée en 2008, encouragée par le Département du Haut-Rhin pour représenter la Fédération nationale. Dans le Bas-Rhin, le label Clévacances était géré par l'Agence de Développement Touristique du Bas-Rhin.

Du fait de la création d'Alsace Destination Tourisme, l'association Clévacances a souhaité également n'avoir qu'une seule entité, en élargissant l'objet de l'association haut-rhinoise au périmètre alsacien et en l'ouvrant aux adhérents bas-rhinois. L'association Clévacances Alsace a ainsi vu le jour en janvier 2019.

Elle représente la Fédération nationale et gère le label Clévacances pour l'Alsace, qui compte à ce jour 226 propriétaires offrant 287 meublés, 33 chambres d'hôtes, 10 hébergements insolites et 4 habitats légers de loisirs.

L'association a un rôle important de conseil auprès des hébergeurs que ce soit dans la promotion et la commercialisation de leur hébergement, mais aussi dans le développement de l'aspect qualitatif de leur offre.

La politique de Clévacances est d'offrir des hébergements de qualité, qui plaisent aux clients. Par exemple, Clévacances a lancé une démarche de fidélisation des propriétaires avec des offres préférentielles négociées auprès d'entreprises alsaciennes pour améliorer la qualité de leur hébergement (photos, énergies, espaces verts, aménagement d'intérieur, etc.).

De plus, des journées d'information et des webinaires ont été organisés sur les thématiques suivantes : les chèques vacances, la création de page Facebook, la réservation en ligne, la configuration des tarifs.

Des visites de contrôle sont aussi effectuées tous les quatre ans, pour accompagner les propriétaires dans cette démarche qualitative.

Clévacances Alsace assure également le classement des meublés alsaciens, aux côtés de Gîtes de France, d'Alsace Destination Tourisme et d'organismes privés.

L'association assure la promotion de ces hébergements et leur commercialisation auprès des touristes, à travers un site internet national et des réseaux sociaux alsaciens.

Pour 2022, l'association porte plusieurs actions de communication et de partenariat :

- Travail de promotion avec Alsace Destination Tourisme et avec des bloggeurs pour alimenter ses réseaux sociaux.
- Partenariats avec des conciergeries et sociétés de nettoyages pour ses adhérents.
- Proposition de formations complémentaires, payantes, par des professionnels.
- Continuer le démarchage des comités d'entreprises pour élargir sa cible. Elle a, en effet, constaté qu'un certain nombre de commerciaux préféreraient l'hébergement en gîte plutôt qu'en hôtel. De plus, elles souhaitent développer des partenariats avec les comités d'entreprises pour leur proposer certaines offres familiales pour les vacances de leurs salariés.

- Prospection commerciale pour accroître le parc locatif, via des webinaires prospectifs, du démarchage téléphonique et du porte-à-porte.
- Organisation d'une journée portes-ouvertes dans ses locaux et auprès de certains propriétaires pour valoriser les atouts d'une labellisation auprès des porteurs de projets.

Dans le cadre de la gestion de la relation clients, l'association Clévacances Alsace met à disposition d'Alsace Destination Tourisme un fichier comprenant les adresses des clients ayant effectué une réservation ; ce fichier ayant pour unique utilisation l'envoi d'informations touristiques par ADT pendant la durée du séjour des vacanciers.

La mise en œuvre de ces projets présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant et sont éligibles au dispositif de « soutien aux organismes et associations à vocation touristique ».

C'est pourquoi, par la présente convention, la CeA s'engage à apporter une aide financière à l'association Clévacances Alsace en vue de soutenir son activité générale pour l'année 2022.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour la mise en œuvre de l'activité précitée. La CeA n'attend aucune contrepartie directe de l'octroi de la subvention précitée.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 30 000 €.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement de Clévacances Alsace au titre de l'exercice budgétaire déterminé à l'article 1^{er}.

Le solde de la subvention ne pourra être versé que jusqu'au 31 décembre de l'année suivant l'exercice budgétaire déterminé à l'article 1^{er}, soit le 31 décembre 2023. Après cette date, la subvention sera frappée de caducité et son solde ne pourra pas être versé.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée par acomptes selon l'échéancier suivant :

- 1^{er} acompte de 50 % : 15 000 € versés dès la signature de la convention par les parties, sous réserve de la production du budget prévisionnel de fonctionnement ;
- solde : 15 000 € versés au second semestre, au vu de la présentation du bilan et du compte de résultat de l'exercice n-1 ou d'un bilan et compte de résultat intermédiaire et de la prévision des dépenses pour les derniers mois de l'année ;

L'organisme s'engage à transmettre ses bilans, comptes de résultat ou comptes administratifs de l'année de la subvention à la CeA au plus tard le 30 juin de l'année N+1.

En cas de constat d'un trop-perçu par l'organisme, un titre de recettes sera émis par la CeA en année N+1.

Les versements seront effectués par prélèvement sur l'opération P0590006, chapitre 65, nature 65748, fonction 633 du budget de la CeA.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Justificatif

L'association Clévacances Alsace s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice 2022 les documents ci-après :

- un compte rendu financier, certifié exact, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ; ces documents étant signés par le président ou toute personne habilitée, tel que prévu par les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- le bilan et le compte de résultat de l'année N-1 certifié par toute personne habilitée, ou pour les associations percevant plus de 153 000 euros de subventions publiques par an, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus, conformément aux articles L 612-4 et D 612-5 du code de commerce ou, à défaut, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

L'association Clévacances Alsace s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er} ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, à nommer un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code de commerce) ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire la concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la subvention et les conditions pour son versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.
- à respecter le contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et approuvé par le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat. Le contrat d'engagement républicain est consultable sur le site Internet de la Collectivité à l'adresse suivante : <https://www.bas-rhin.fr/associations/>

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, l'association Clévacances Alsace doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la Collectivité européenne d'Alsace selon les moyens de communication dont elle dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par l'association Clévacances Alsace et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...).

Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, l'association Clévacances Alsace pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre...), l'association Clévacances Alsace devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.

Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures...).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par l'association Clévacances Alsace, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par l'association Clévacances Alsace pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants déjà versés.

La CeA en informe l'association Clévacances Alsace par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de l'association Clévacances Alsace, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour l'association Clévacances Alsace et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou

partie de sa subvention, au passif de l'association Clévacances Alsace, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'association Clévacances Alsace en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA versera la subvention à due concurrence des dépenses justifiées par le bénéficiaire, mais pourra demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée et non utilisée.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et l'association Clévacances Alsace. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexe

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieure à 3 mois.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,

A , le

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,
Le Président,

Pour l'association Clévacances Alsace
Le Président,

